

L'information par le son et l'image : radio et télévision au XXe siècle

Thibault LE HEGARAT

RÉSUMÉ

Dès que les médias audiovisuels (radio et télévision) apparaissent, l'information y est présente. Ils occupent alors rapidement une place importante dans le quotidien des citoyen·ne·s. Radio et télévision ont l'avantage de l'ubiquité car tout un chacun les reçoit simultanément. Ce faisant, les médias audiovisuels ont aussi contribué à la culture nationale. Les citoyen·ne·s en recherche d'information immédiate les privilégient sur les autres médias en raison de leur réactivité (surtout la radio, plus tard la télévision avec les chaînes en continu). Leur histoire, désormais longue d'un siècle, observe plusieurs scissions, avec des progrès et des retours en arrière, dans le domaine des libertés par exemple. Les pays européens sont traversés par les mêmes tensions et les mêmes interrogations, et finalement marqués par les mêmes évolutions, avec des rythmes assez proches dans les démocraties occidentales.



Depuis un siècle, les médias audiovisuels occupent une place importante dans le quotidien des citoyennes et citoyens européens. Au-delà des avancées techniques, l'histoire de la radio et de la télévision est rythmée par des progrès mais aussi par des régressions qui mettent en évidence les enjeux démocratiques de leurs contenus et de leurs modalités de diffusion.

La montée en puissance de la radio

En 1921, en France, la création du premier poste d'État à la tour Eiffel inaugure les usages civils de la radiodiffusion jusqu'alors réservée à l'armée. Pour autant, l'écoute de la radio reste faible en Europe durant toute

la décennie. Au Royaume-Uni, la British Broadcast Company fondée en 1922 se forge très vite une solide réputation d'indépendance et de professionnalisme. Ses programmes d'information sont jugés impartiaux bien qu'un peu austères. Elle s'impose comme un modèle dans toute l'Europe, tant pour son organisation que pour ses contenus. En Italie, l'Unione radiofonica italiana (ancêtre de la RAI), créée en 1924, propose un contenu informationnel en plus de la musique.

En France, l'information radiodiffusée naît en 1925 mais la date de 1927 est considérée plus importante : cette année-là est créé le « Radio-Journal de France », diffusé simultanément sur toutes les stations publiques. Dans la décennie 1920, l'information à la radio n'occupe qu'une place modeste. Elle prend la forme d'un journal parlé, lequel consiste en quelques articles de presse lus par un *speaker*. Ceci inaugure une rivalité entre la radio et la presse écrite et les journalistes voient d'un mauvais œil l'apparition de ce média plus réactif. Toutefois, par son prestige et la taille de ses rédactions, la presse conserve une prééminence en matière d'information. Le radioreportage voit le jour dans la seconde moitié des années 1920, puis les grands événements sportifs sont couverts en direct (courses cyclistes, matchs de tennis, jeux Olympiques).

Les postes privés apparaissent en France et en Allemagne dès 1923. Ils accordent peu de place à l'information, privilégiant les programmes légers et la musique en raison de leur financement par la publicité, lequel impose de réunir le plus large public possible. La radio devient un média de masse dans les années 1930 et apparaît comme démocratique, puisque susceptible de toucher tout le monde sans distinction. Plus de la moitié de la population l'écoute quotidiennement en Europe de l'Ouest. C'est dans cette décennie que les journalistes vont mettre à profit la réactivité qu'autorise le direct, et donner ainsi à la radio un avantage sur la presse papier. Elle ne peut toutefois rivaliser avec cette dernière sur le plan des contenus, particulièrement en cette époque où triomphe le grand reportage.

1933-1945 : La guerre des ondes

Alors que les gouvernements des années 1920 se méfient d'abord de la radio, le désir d'un encadrement politique de l'audiovisuel émerge dans les années 1930 et s'ancre durablement, d'abord pour la radio et plus tard pour la télévision.

En France après 1936, année de la première couverture radiophonique d'une campagne électorale, le gouvernement décide de placer le contenu du journal parlé sous son contrôle. En Espagne, le contexte de guerre civile incite les républicains et les nationalistes à utiliser considérablement la radio, alors qu'elle était jusque-là assez peu développée dans la péninsule. Les régimes totalitaires utilisent aussi la radio pour diffuser leur propagande, pour désinformer les régimes adverses, et pour encadrer les foules. Mussolini y émet abondamment ses discours après sa prise de pouvoir, tandis que le régime nazi en fait un de ses canaux privilégiés.

En Allemagne, à partir de 1933, la radio est sous l'étroit contrôle de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du Reich. L'information n'est plus libre et les programmes servent à infuser l'idéologie nazie. Les programmes allemands sont émis en cinquante-trois langues afin de toucher tout le continent. En France, le gouvernement Daladier tente de contrer cette propagande. En 1939, il crée un Commissariat général à l'information destiné à coordonner les services de renseignement, de propagande et de censure, puis, en 1940 un ministère de l'Information.

Entre 1939 et 1940, les fausses informations sont moins nombreuses que lors de la Première Guerre mondiale. Toutefois une inquiétante rumeur circule dans la presse à propos d'ennemis collaborateurs infiltrés dans l'armée française -menace que l'on a appelée la Cinquième colonne. Une radio en particulier instille la peur des traîtres infiltrés, Radio-Stuttgart. À son micro, un *speaker* nommé Ferdonnet s'illustre par des messages défaitistes et de la désinformation, adressés au public français.

Dans les pays qu'ils contrôlent à partir de 1939, les nazis s'emparent des antennes radiophoniques. L'information sur les ondes est encadrée grâce à des appuis solides, allemands ou locaux. En France, Radio-Paris devient un puissant instrument de propagande destiné à l'Europe de l'Ouest. La station est confiée à des Allemands, ceux-là mêmes qui organisaient la propagande à destination de la France sur Radio-Stuttgart. Des collaborationnistes français s'y expriment et appellent à la défaite de l'Angleterre. Tous les jeudis sur Radio-Paris, les auditeurs peuvent écouter la chronique d'un certain docteur Friedrich, « Un journaliste allemand vous parle », qui vise à

discréditer la France libre et les Alliés, et à démoraliser leurs partisans. Dans la zone sud, Radio-Vichy ainsi qu'un réseau de stations de radio régionales organisé et soutenu par le gouvernement font la propagande du régime de Pétain. Après novembre 1942 et l'invasion de la zone sud, les forces d'occupation prennent le contrôle des médias et procèdent à une nazification des ondes.

La lutte contre le nazisme passe aussi par la radio. Dès 1940, avec des bulletins en seize langues, la BBC propose une contre-propagande et soutient moralement les populations des pays occupés, où l'écoute de la radio est dynamisée par l'affaiblissement ou la soumission de la presse. Les Forces françaises libres s'expriment à la BBC dans les émissions quotidiennes *Honneur et Patrie* et *Les Français parlent aux Français*. La diffusion de messages codés permet une coordination avec la résistance intérieure. En réponse, les forces d'occupation allemande organisent le brouillage des ondes britanniques. Le régime de Vichy interdit et punit l'écoute de la BBC et des postes appelant à la résistance, obligeant les auditeurs à une écoute clandestine. Outre ces programmes de Radio Londres, la France libre utilise à partir de septembre 1940 le canal de Radio Brazzaville pour communiquer et contrer la propagande nazie.

La Suisse, en dépit de sa neutralité affichée, est aussi un foyer de voix contestataires. Depuis Genève, sur les ondes de la Radio Suisse romande, René Payot tient une chronique de politique internationale qui rencontre un grand succès jusque dans les pays voisins. L'historien Jean-Rodolphe de Salis dispense quant à lui chaque semaine, et en langue allemande, une causerie sur Radio Beromünster titrée *Weltchronik*. Il y délivre des commentaires jugés objectifs et avisés sur l'état du monde, tout en promouvant les droits humains.

L'après-guerre et la reconstruction des médias

Avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les autorités veulent reconstruire les médias. Dans les pays qui ont été occupés par les nazis, des rédactions se sont sabordées pour ne pas passer sous le contrôle des Allemands, quand d'autres ont collaboré avec eux. Aussi, en 1945, voit-on les nouveaux gouvernants des pays auparavant occupés procéder à l'épuration des journalistes, pour refonder la démocratie dans les pays où elle avait disparu et redonner confiance aux citoyen-ne-s. En Allemagne, les forces d'occupation alliées engagent la dénazification des médias, restaurent le pluralisme et assainissent les pratiques journalistiques. En France dès 1945, le gouvernement provisoire décide d'interdire les stations de radio et de télévisions privées, estimant qu'un strict monopole d'État sur les ondes est le seul moyen de préserver l'audiovisuel de funestes ingérences.

À la sortie de la guerre, la télévision est un média encore marginal. Elle a peiné à sortir de son statut d'objet de laboratoire dans l'entre-deux-guerres. Dans les années 1930, comme la Société suisse de radiodiffusion, la BBC a expérimenté les retransmissions de théâtre pour un public limité à une vingtaine de milliers de postes autour de Londres. En France, on ne dénombre à la même période que quelques centaines de téléviseurs en circulation, et seulement autour de la capitale. En 1936, les 100 000 téléspectateurs d'une poignée de grandes villes allemandes ont eu le privilège de voir la retransmission des jeux Olympiques. Mais l'entrée en guerre a marqué un coup d'arrêt à ces timides débuts.

Jusqu'au début des années 1950, les téléviseurs restent des objets fragiles et au fonctionnement complexe. L'audience de la télévision reste limitée, en cause le coût élevé de l'équipement et une couverture incomplète de chaque territoire national par les ondes. Ceci n'empêche pas des pionniers attirés par le potentiel de ce nouveau média de le développer, non sans enthousiasme. Si la France et le Royaume-Uni inaugurent précocement leurs programmes réguliers, les autres pays d'Europe de l'Ouest lancent les leurs progressivement, jusqu'à 1960 pour la Norvège et 1961 pour la Suisse italophone. Partout l'information s'impose vite comme un programme phare. En France, Pierre Sabbagh forme une équipe dès 1949 pour créer le premier journal télévisé d'une chaîne européenne. En 1952, la télévision publique italienne lance le *Telegiornale*, journal télévisé quotidien qui attire rapidement un large public. À ses débuts, la télévision est un média qui rassemble la famille, comme l'avait fait la radio avant l'avènement des postes à transistors. Les JT restent des rendez-vous réguliers et familiaux.

Les télévisions européennes se construisent avec un idéal, celui du service public, largement inspiré par la BBC, et un contre-modèle, celui des télévisions états-uniennes. En France, en Italie et en RFA, le secteur public de l'audiovisuel est conçu comme un service public. Radio et télévision doivent apporter aux citoyens des contenus informatifs leur permettant d'exercer pleinement leur rôle en démocratie. En Italie par exemple, la télévision est très pédagogique et manifeste ainsi la volonté de transmettre un savoir scolaire et une ouverture sur le monde.

Années 1950-1970 : une information sous surveillance

Les journalistes ne jouissent pas des mêmes libertés partout en Europe. Dans les pays du bloc communiste, l'information est entièrement verrouillée par les autorités, tandis que l'on observe une différence entre dans les pays démocratiques d'une Europe du Nord – dont la Suisse – où la liberté est grande même en situation de monopole public, et ceux d'une Europe du Sud – comprenant la France – où les gouvernements encadrent étroitement les médias audiovisuels. De fait, les ambitions de qualité du service public viennent se heurter aux limites que le pouvoir politique érige.

En France, dès la fin de la IV^e République, et en vertu du monopole public sur les ondes, les différentes majorités se sentent autorisées à intervenir sur les contenus d'information. De Gaulle, de retour aux affaires en 1958, considère légitime de s'accaparer l'information télévisée, d'une part en raison de son financement par l'argent public, d'autre part estimant que la presse est opposée à son action. En Italie, la majorité démocrate chrétienne s'approprie la télévision publique (en situation de monopole) dès 1952 et l'utilise comme un outil pour faire la « pédagogie » de l'action gouvernementale. Comme en France, l'opposition de gauche ne cesse de réclamer une information impartiale. L'audiovisuel public n'est pas l'objet d'un tel contrôle dans les démocraties du nord et de l'ouest. En Suisse, Allemagne et Belgique, le service public est une garantie du pluralisme, les postes comme le temps d'antenne étant répartis équitablement entre les différentes grandes tendances politiques.

Dans les autres pays européens, les ingérences peuvent se faire plus subtiles, par l'arme financière par exemple : les médias audiovisuels publics ne doivent pas trop déplaire au public s'ils ne veulent pas voir leurs dotations baisser. Au Royaume-Uni, la BBC s'est assurée de la non-ingérence de l'État dès 1926, à l'issue d'une grande grève. Le gouvernement respecte cette indépendance mais ne se prive pas de faire savoir que le traitement de l'information lui déplaît (par exemple au moment de la crise de Suez). Margaret Thatcher rompt avec les usages démocratiques de son pays en nommant au *board* des gouverneurs de la BBC une majorité de membres acquis à sa tendance politique, pour faire taire les voix qui, aux actualités radiophoniques et télévisées, écornent sa politique.

L'audiovisuel au service de l'information : quelles innovations ? quelle diversité ?

L'histoire de l'audiovisuel est marquée d'une volonté de repousser les limites techniques pour renouveler l'offre d'information et surtout pour donner le monde en spectacle.

Les progrès techniques permettent aux journalistes de l'audiovisuel de renouveler les formats et les contenus d'information, et ainsi d'accroître l'intérêt des citoyens. Les journalistes de radio et de télévision n'inventent pas de nouvelles formes journalistiques, s'inspirant surtout du modèle de la presse écrite (le reportage, l'enquête, l'interview, etc.) où beaucoup ont fait leurs débuts, et parfois de certains magazines américains d'investigation, de reportage ou de débat politique. Mais les formes journalistiques préexistantes aux médias audiovisuels s'adaptent. Cela est particulièrement sensible à la télévision, médium que ses pionniers envisagent, dès les années 1950, comme un canal de spectacle.

L'information est elle-même soumise à cette volonté de sensationnalisme et l'info-spectacle naît en même temps que l'information télévisée : le premier reportage du JT français, en 1949, suit un survol de Paris en ballon, engin dont l'atterrissage catastrophique provoque un incendie. Les équipes de télévision relèvent des défis techniques qui renouvellent l'offre d'information, tels les directs en extérieur. Ainsi un direct de Pierre Tchernia depuis un puits de mine fait sensation en 1956. Les images viennent désormais de territoires éloignés. L'échange de programmes entre les télévisions européennes est facilité par l'Eurovision, un réseau télévisuel mis en service en 1954. Les années soixante voient le développement des retransmissions satellites entre différents continents. La retransmission de l'alunissage de la mission Apollo XI illustre les progrès de la technique au service de l'information, en même temps que sa spectacularisation.

À la télévision, dans les années 1950 à 1970, l'information nationale est dévolue au JT tandis que les magazines (hebdomadaires ou mensuels) ont la charge de l'information internationale. En France, *Panorama* et *Cinq colonnes à la Une*, que dirigent des journalistes de renom venus de la presse écrite et radiophonique, gagnent rapidement le respect du monde journalistique pour la qualité de leurs reportages. Au Royaume-Uni, BBC2 (née en 1966) se spécialise dans les programmes culturels, laissant l'information à son aînée BBC1. La multiplication des chaînes

britanniques (publiques comme privées) ne stimule toutefois pas autant l'information que les autres genres de programmes. En France, la deuxième chaîne est inaugurée en 1964. Ses magazines veulent traiter de sujets de société de façon plus frontale et incisive que la première chaîne, qui privilégie les sujets politiques. Dans les années 1970, ils s'emparent de sujets sensibles ou tabous de l'époque : adultère, plaisir féminin, homosexualité.

Dans les pays où les chaînes nationales existent (pas en Allemagne par exemple), l'information nationale est la référence des téléspectateurs et auditeurs, alors que dans la presse les quotidiens régionaux conservent la préférence des lecteurs. L'information régionale occupe une place variable selon l'organisation du secteur audiovisuel. En France, pays à tradition centralisatrice et jacobine, c'est le cadre national qui prime. Ainsi France 3 est-elle une chaîne nationale à décrochages régionaux ponctuels. En revanche, dans l'Allemagne fédérale, le cadre régional a plus d'importance, l'audiovisuel étant une compétence des *Länder*. Au niveau du continent, enfin, la construction européenne s'accompagne de la mise en place de médias internationaux. Leurs promoteurs donnent la priorité à l'information avec l'Eurovision News Exchange (1950) – plus tard viendront Eurosport (1989), Euronews (1993) et Arte (1992).

Du milieu des années 1970 à aujourd'hui

C'est au milieu des années 1970 que les gouvernants consentent à un assouplissement du monopole public sur l'audiovisuel.

Durant les années 1960 et 1970, l'absence d'un véritable pluralisme sape la crédibilité des télévisions publiques italienne et française et entraîne plusieurs mouvements sociaux. En Italie, une loi organise en 1975 le pluralisme tant attendu sur les ondes tout en réaffirmant le devoir d'objectivité des journalistes de télévision. Pour autant, l'information reste fortement soumise aux pressions des partis politiques, en particulier sur RAI 3, la chaîne régionale. En France, l'exécutif avait promis que l'éclatement de l'ORTF en 1975 s'accompagnerait d'une réduction des ingérences. Ces espoirs sont rapidement déçus. Ce n'est que dans la première moitié des années 1980 que l'information retrouve une liberté longtemps attendue, d'abord avec la loi sur la communication audiovisuelle de 1982 puis avec l'installation durable d'une institution (HACA puis CNCL et enfin CSA) chargée de nommer les dirigeants des groupes audiovisuels publics, ce qui atténue les pressions de la majorité.

L'essor des « radios libres » européennes, ces postes commerciaux de la bande FM nés dans les années 1970 et 1980, permet à des groupes sociaux auparavant privés de parole (minorités politiques, sexuelles, etc.) de s'exprimer sur les ondes. Les formes de l'information changent peu mais la parole est redistribuée, à tout le moins sur les radios indépendantes. Les antennes musicales qui appartiennent à des grands groupes accordent peu d'importance à l'information, mais les radios généralistes privées (RTL, Europe 1, RMC) vont en faire un programme phare et recruter des vedettes du journalisme.

La fin des années 1970 et les années 1980 sont aussi marquées par l'ouverture de l'audiovisuel à la concurrence. En Italie, les acteurs privés, autorisés à partir de 1976, proposent avant tout du divertissement populaire. En réponse, les chaînes publiques s'alignent sur leurs concurrentes et réduisent leurs ambitions éducatives et culturelles. Le paysage audiovisuel change ainsi profondément. Les chaînes détenues par l'affairiste italien Silvio Berlusconi sont emblématiques de cette évolution. Le même schéma s'observe en France et en Suisse à partir des années 1980. En outre dans ces pays, à peine l'ingérence du gouvernement est-elle réduite que, à la faveur de la libéralisation du secteur, les grands groupes financiers commencent à exercer des pressions sur les télévisions, donc sur l'information. Un pouvoir remplace un autre.

L'information n'est pas systématiquement sabrée mais peut-être réorientée pour convenir au ton de ces nouvelles chaînes. En France, si La Cinq (née en 1985) débauche des stars de l'information télévisée, c'est davantage pour capter le public que pour proposer des JT de qualité. Canal Plus, TV6 et M6 n'accordent qu'une place marginale à l'information. Au contraire, TF1, passée sous le contrôle du groupe Bouygues en 1987, fait de l'information sa vitrine avec des magazines réputés (*7/7*, *Sept à huit*). Longtemps, son journal de 20 h est le JT le plus regardé d'Europe, ce qui ne l'épargne pas des critiques quant à son traitement de l'information. La compétition que se livrent les chaînes conduit à de nouveaux types de programmes, et notamment *l'infotainment* qui contribue à brouiller les frontières entre les genres, au détriment de la qualité de l'information et des débats que les citoyens sont en droit d'attendre des médias. Enfin, à partir des années 2000 et 2010, l'information devient un terrain d'affrontement privilégié des grands groupes ayant massivement investi dans les médias écrits et télévisés, et

notamment dans les chaînes d'info en continu (LCI, BFMTV, CNEWS).

Une confiance fragilisée

La confiance que les citoyen·ne·s placent dans les médias d'information diffère selon le support : la radio et la presse recueillent davantage les suffrages que la télévision et internet, bien que ces derniers soient les plus consommés. Même si elle est devenue, dès la deuxième moitié des années 1960, le premier média par lequel les Français·e·s s'informent, la télévision n'a pas tout de suite bénéficié d'une grande confiance, en raison des ingérences politiques. Elle a toutefois regagné en crédibilité, avant que celle-ci ne s'érode durablement. Le fiasco médiatique du charnier de Timisoara en 1989, puis les problèmes d'éthique journalistique dans la couverture de la guerre du Golfe en 1990, ont gravement affecté la confiance des citoyen·ne·s dans la télévision – peut-être parce qu'elle est plus encline à dramatiser et mettre en spectacle son information que les autres médias. Dans les années 2010, la montée en puissance des chaînes gratuites d'information en continu suscite de vives critiques de la part d'observateurs, de chercheurs et de citoyens : la précipitation, le manque de recul et de vérification de l'information, les choix rédactionnels, ont pu conduire à des manquements graves à l'éthique journalistique. Le CSA a en conséquence sanctionné plusieurs fois ces chaînes.

BIBLIOGRAPHIE

BOURDON, Jérôme, *Du service public à la télé-réalité. Une histoire culturelle des télévisions européennes*, Bry-sur-Marne, INA (coll. « Médias histoire »), 2011.

JEANNENEY, Jean-Noël, *Une histoire des médias, des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1996.

VEYRAT-MASSON, Isabelle, *Quand la télévision explore le temps. L'histoire au petit écran, 1953-2000*, Paris, Fayard, 2000.

Documents complémentaires :

« La discussion des trois amis », *Les Français parlent aux Français*, 4 février 1942, BBC.

<https://enseignants.lumni.fr/videos/liste?type=0---Audio&search=bbc&fiche-media=00000001735>

« Présentation de la nouvelle formule du journal télévisé par Alain Peyrefitte », *Journal de 20 heures*, 20 avril 1963.

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000524/presentation-de-la-nouvelle-formule-du-journal-televisé-par-alain-peyrefitte.html#notice>

Source URL:

<https://ehne.fr/programmes-du-lycee/première-spécialité-histoire/thème-4-s'informer-un-regard-critique-sur-les-sources-et-modes-de-communication/jalons/l'information-par-le-son-et-l'image-radio-et-télévision-au-xxe-siècle>